

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 29/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Contrôle du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SENALIA

Le 109
1 rue Berthe Morisot
76100 ROUEN

Concernant l'établissement

BONNIERES SILO

Quai de la Seine
78270 Bonnières-Sur-Seine

Code AIOT : 0006503172

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement BONNIERES Silo 1 implanté Quai de la Seine 78270 Bonnières-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 20/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BONNIERES SILO
- Quai de la Seine 78270 Bonnières-sur-Seine
- Code AIOT : 0006503172
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

BONNIERES SILOS exploite un centre de stockage de céréales d'une capacité de 37 000 m³ environ, réservé principalement au stockage de blé, orge, maïs, pois et colza. L'établissement compte trois silos verticaux ainsi qu'un silo plat destiné au stockage temporaire de matériel et d'en-cours (considéré comme un hangar) et dispose de capacités de chargement fluvial. Le groupe SENALIA a repris en 2018 la gestion de l'établissement sous un mandat de gestion avec la coopérative agricole SCAEL.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais ⁽¹⁾
2	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant	Au plus tard le 01/07/2026
4	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	1 mois
6	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande d'action corrective	3 mois
7	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Vieillessement - surveillance	Arrêté Préfectoral du 13/10/2008, article 4 du titre 3	Demande d'action corrective	3 mois
9	Vieillessement - étude de structure	Arrêté Préfectoral du 13/10/2008, article 5 du titre 3	Demande d'action corrective	3 mois
12	Entretien du système de dépoussiérage	Arrêté Préfectoral du 13/10/2008, article 2 du titre 3	Demande d'action corrective	3 mois
13	Étude de dangers - compléments	Étude de dangers du 05/04/2024	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	REX interne	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
15	Étude de dangers - défense incendie	Étude de dangers du 05/04/2024	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

⁽¹⁾s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prise en compte des risques naturels	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
3	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	
5	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	
10	Étude de dangers - appontement	Arrêté Préfectoral du 23/08/2005, article 1 du titre 1 Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 03/04/2023, article 3 Arrêté Préfectoral d'astreinte du 22/11/2024, article 2	Levée d'astreinte, levée de mise en demeure
11	Étude de dangers - système de dépoussiérage	Étude de dangers du 05/04/2024	Sans objet
16	Essais par sondage des systèmes de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement l'inspection retient le caractère satisfaisant des mesures de prévention des risques mises en œuvre au sein des installations de Bonnières-sur-Seine, sur le strict périmètre des points de contrôle, mais regrette toutefois l'absence ou l'incomplétude de plusieurs documents clés notamment dans la gestion du risque ATEX ou la surveillance du vieillissement des structures béton.

Les échanges tenus concernant la prise en compte des risques naturels (inondation, fortes chaleurs) ont permis de mieux comprendre la stratégie de la coopérative en la matière, tant au niveau local qu'au niveau de la coopérative. L'inspection formule des pistes d'amélioration sur ce point, notamment en matière de formalisation des pratiques mises en œuvre.

Des lacunes documentaires importantes sont constatées concernant la gestion du risque ATEX (absence de document relatif à la protection contre le risque d'explosion – DRPCE ou d'analyse de risque ATEX équivalente, d'analyse de conformité des appareils électriques situés en zone ATEX). L'exploitant ayant missionné un bureau d'études pour la réalisation d'un audit ATEX (livrable attendu en juin 2026), l'inspection reste à ce stade à une demande d'actions correctives et de justificatifs de l'exploitant en matière de suites.

L'inspection regrette que le rapport d'études de structure obtenu par l'exploitant concernant le silo 2 soit incomplet, et lui demande de poursuivre ses échanges avec le bureau d'études l'ayant établi afin qu'il soit conclusif. Par ailleurs la surveillance des structures par l'exploitant doit être complétée et sa formalisation précisée, le cas échéant en prenant appui sur les guides professionnels pertinents en la matière, par exemple le guide "Inspection et Maintenance des installations de stockage de céréales" (COOP DE FRANCE, 2013).

Une incohérence est relevée par l'inspection entre la stratégie d'approvisionnement en eau d'extinction incendie décrite dans l'étude de dangers de l'exploitant et les moyens réellement mis en œuvre (l'étude de dangers mentionnant une plateforme aménagée de pompage en Seine - inexistante sur le terrain). L'inspection demande une réponse rapide et complète de l'exploitant sur ce point ; en l'absence de justificatifs satisfaisants transmis dans les délais impartis l'inspection proposera à M. le Préfet des Yvelines de mettre en demeure l'exploitant. L'inspection rappelle à l'exploitant que les mesures mises en avant dans l'étude de dangers, engagements de sa part, lui sont directement opposables. Un échange sur site avec les équipes du SDIS pourrait être un moyen d'identifier quelle stratégie de défense incendie opérationnelle mettre en œuvre, compte tenu de l'atteinte des quais de Seine par les effets létaux de plusieurs scénarios accidentels.

D'autres demandes moins prioritaires de l'inspection, formulées dans le présent rapport, ont trait à l'étude de dangers de l'exploitant ; en l'absence de possibilité de l'exploitant d'y répondre dans les délais impartis, leur suivi sera repris par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prise en compte des risques naturels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème : Risques accidentels, Prise en compte des risques naturels
Prescription contrôlée : <u>Article 47 de l'arrêté du 04/10/2010 modifié</u> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels. <u>Section 2.2.4 de l'étude de dangers en vigueur de l'exploitant (05/04/2024)</u> La commune de Bonnières-sur-Seine est couverte par le Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) de la vallée de la Seine et de l'Oise adopté en 2007. Le site des Silos de Bonnières-sur-Seine est situé en zone bleue, qui concerne notamment les zones supportant des enjeux économiques régionaux ou nationaux exposés à des aléas modérés à très forts. Le risque correspondant concerne une crue à débordement lent de court d'eau. [...] D'après les employés du site, celui-ci n'a jamais fait l'objet d'inondation. En cas d'inondation, les installations seraient mises en sécurité et ne seraient pas susceptibles de conduire à un sur-accident.
Constats : Lors du contrôle du 25/03/2026 ce point fait l'objet d'échanges ouverts avec l'exploitant concernant son appréhension, tant au niveau local qu'à l'échelle de la coopérative, du risque inondation et des risques liés au changement climatique (fortes chaleurs). <u>Risque inondation</u> L'exploitant indique qu'aucune inondation n'ayant perturbé l'activité n'a eu lieu depuis 2018 (début de la gestion par SENALIA des silos de Bonnières-sur-Seine), mais n'est pas en mesure d'informer l'inspection sur d'éventuels événements antérieurs (notamment au cours des crues de 2016). Une éventuelle crue serait détectée visuellement selon l'exploitant (niveau de la Seine, présence d'eau lors des rondes de surveillance des silos) qui estime que le risque principal d'inondation est une crue lente par débordement de la Seine ; il pourrait être intéressant d'utiliser pour cela des outils de prévision type alerte Vigicrues, auquel l'exploitant peut facilement s'abonner. En cas d'inondation, l'exploitant indique que la mise en sécurité consiste en un arrêt total des installations (coupure générale de l'électricité). Le point sensible identifié par l'exploitant est la présence de céréales au niveau de la tour de l'élévateur, dont la partie en sous-sol pourrait être partiellement inondée et donc atteindre les céréales en transit dans cet emplacement des silos, qui devraient alors être arrêtées avant d'atteindre les cellules de stockage. L'exploitant estime que l'arrêt général de l'électricité est un moyen suffisant à cette fin, et que ni les stockages de céréales (point bas des stockages évalués à 3 mètres de hauteur), ni le local électrique ne sont susceptibles d'être atteints par l'eau en cas d'inondation. Aucune continuité d'activités n'est possible en cas d'inondation selon l'exploitant (arrêt des équipements électriques et accès via les quais vraisemblablement interdit par les autorités car inondé). L'inspection invite néanmoins l'exploitant à s'interroger sur les conséquences d'une telle coupure

générale de l'électricité, notamment vis -à-vis des capteurs de température.

Selon l'exploitant aucun piézomètre n'est présent sur le périmètre des installations.

Au cours de la visite des installations l'inspection vérifie que le fond de la galerie inférieure du silo 2 est situé en deçà du niveau du Quai de la Seine (- 20 cm, selon l'étude de dangers de l'exploitant). Toutefois, les équipements de manutention dans cette galerie sont surélevés (pour des raisons d'accessibilité lors des opérations de maintenance), ce qui limite les probabilités d'atteinte des céréales en transit en cas d'inondation. L'inspection constate par ailleurs que les principaux produits dangereux répertoriés dans l'étude de dangers de l'exploitant (insecticide Pirigrain 50) sont stockés en cage, à des niveaux peu susceptibles d'être atteints par une inondation.

En conclusion, l'inspection formule les remarques suivantes :

- l'exploitant semble avoir axé son analyse sur le risque d'inondation lié à un débordement de la Seine ; toutefois le risque d'inondation par remontée de nappe, dont la cinétique et l'intensité pourraient différer d'un débordement de la Seine, est identifié comme étant fort au droit des installations (cf. carte des risques de remontée de nappe disponible sur le site Georisques). Il semblerait donc intéressant que l'exploitant l'étudie et l'intègre à ses procédures internes.
- la procédure de mise en sécurité des installations en cas de crue (par débordement et/ou remontée de nappe) gagnerait à être approfondie et formalisée ; le cas échéant, des exercices de mises en situation pourraient être organisés afin d'assurer leur appropriation par le personnel.
- la détection de crues mise en place (rondes de surveillance des silos, suivi visuel du niveau de la Seine) pourrait être complétée par une veille de canaux d'information externes (e.g. abonnement Vigicrues).

Risque lié aux fortes chaleurs

Les cellules de stockage des installations de Bonnières-sur-Seine étant toutes constituées de béton, l'exploitant juge que le risque d'élévation de température des céréales stockées dû à une température extérieure élevée (l'exemple d'une température de 50°C est évoqué) est limité.

Pour illustrer son propos, l'exploitant présente à l'inspection le relevé des températures obtenu par suivi thermométrique aux dates des 23/06/2025, 30/06/2025, et 07/07/2026, l'inspection ayant alerté les exploitants d'ICPE dans le département par courriel du 30/06/2025 d'un passage en vigilance canicule de niveau rouge selon Météo France.

L'inspection relève qu'hormis certaines sondes ponctuelles ayant détecté une température plus élevée que les autres (environ 40°C, pour une moyenne d'environ 25°C sur l'ensemble des sondes des trois silos), la température des stockages semble en effet avoir été peu impacté par l'épisode de canicule de juillet 2025.

L'exploitant explique que les points de température les plus élevés sont dus à l'apport de produits extérieurs – à température ambiante plus élevée - lors du chargement des cellules.

Ces propos n'appellent pas d'observations de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]
Constats : Préalablement au contrôle du 25/03/2026, les faits suivants sont établis par l'inspection : <ul style="list-style-type: none">• l'inspection relève que l'étude de dangers de l'exploitant ne traite que superficiellement du risque ATEX, et qu'en particulier elle ne détaille pas comment sont délimitées les zones ATEX et n'établit aucun plan de zonage ;• l'exploitant communique par courriel du 11/03/2026 un bon de commande auprès de la société DEKRA pour la réalisation d'un audit ATEX et notamment pour l'établissement du Document Relatif à la Protection Contre les Explosions - DRPCE ;• l'exploitant fournit par ce même courriel le plan de zonage ATEX en vigueur (établi avant le début de la gestion par SENALIA en 2018). L'exploitant confirme au cours du contrôle du 25/03/2026 qu'aucun DRPCE n'existe pour les installations de Bonnières-sur-Seine, et qu'une prestation de réalisation de ce document est en cours, avec un livrable attendu pour juin 2026. Ce document et l'ensemble des éléments afférents en matière d'analyse de risque devront être transmis à l'inspection. Pour mémoire, la norme NF EN 60 079-10-2 propose une méthodologie permettant d'établir le classement des zones ATEX au sein d'un bâtiment ou d'équipements, et mentionne par exemple : <ul style="list-style-type: none">• que les silos, cyclones, filtres et séchoirs peuvent être classés en zone Z20 (atmosphère explosive présente en permanence ou pendant de longues périodes en fonctionnement normal) ;• que les emplacements situés à proximité immédiate de portes d'accès soumises à de fréquents retraits ou ouvertures pour des raisons liées au fonctionnement quand une atmosphère explosive poussiéreuse interne est présente, ou bien à proximité de points de remplissage ou de vidage, courroies d'alimentation, points de prélèvement, stations de déchargement de camions, tapis de déchargement surélevés, etc. où aucune mesure n'est prise pour empêcher la formation d'atmosphères explosives poussiéreuses, peuvent être classés en zone Z21 (atmosphère explosive présente occasionnellement en fonctionnement normal) ;• que les sorties de sacs de filtres de ventilation, les endroits situés près de matériels devant être ouverts à intervalles peu fréquents ou de matériels qui, par expérience, peuvent facilement présenter des fuites d'où la poussière est soufflée, le stockage de sacs contenant des produits poussiéreux, peuvent être classés en zone Z22. Il semble pertinent que l'exploitant s'interroge sur la démarche suivie pour établir son plan des zones ATEX au regard de ces recommandations. En tout état de cause, l'inspection rappelle que la définition de ces zones relève de la responsabilité de l'exploitant en tant qu'employeur au sens du code de travail.
Conclusions :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection au plus tard le 01/07/2026 les documents obtenus à l'issue de l'audit ATEX qu'il a missionné et l'ensemble des éléments afférents en matière d'analyse de risque (DRPCE, plan de zonage actualisé, liste des équipements électriques situés en zone ATEX, conclusions sur la conformité des installations et plan d'actions de mise en conformité le cas échéant).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : Au plus tard le 01/07/2026

N° 3 : Plan général des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème : Actions nationales 2026, Plan des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :[...] ; - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection par courriel du 11/03/2026 son plan de zonage ATEX (ancien). L'inspection relève que ce document comprend des éléments de justification du niveau de zonage (notamment le capotage de transporteurs dans les galeries inférieures, qui permet de maintenir une absence de classement).</p> <p>Toutefois en l'absence d'un document consignant l'analyse de risques détaillée du risque ATEX (l'étude de dangers de l'exploitant n'apportant en outre pas de précisions à ce sujet), la cohérence du plan de zonage avec l'analyse de l'exploitant n'est pas vérifiable. L'inspection note de plus que le plan identifie la nature exacte du risque (zones 22, 21 ou 20) dans l'ensemble du périmètre des installations.</p> <p>Au cours des échanges tenus lors du contrôle du 25/03/2026, l'exploitant indique que ce plan de zonage a été établi par l'exploitant précédent, soit avant 2018, et qu'il n'est pas en possession de l'historique du suivi du risque ATEX, notamment de la conformité des équipements électriques présents en zone ATEX (notamment moteurs associés aux équipements de manutention). L'audit d'établissement du DRPCE mentionné par l'exploitant (cf. fiche de constat précédente) devrait pouvoir répondre à ce point selon lui.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de commentaires de la part de l'inspection, l'établissement d'une analyse de risques complète faisant l'objet de la fiche de constat précédente.</p>
Type de suites proposées : Avec suites - Suites prévues à la fiche de constats n° 2

N° 4 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème : Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
Prescription contrôlée : [...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : L'inspection vérifie par sondage lors du contrôle du 16/03/2026 que les zones à risque ATEX font l'objet d'une signalisation appropriée et cohérente avec le plan de zonage présenté, aux emplacements suivants : <ul style="list-style-type: none">• tour d'élévateur des silos I et II (non zonée - mention HZ- sauf l'intérieur des équipements de manutention, également signalé – zone 20) ;• galerie supérieure du silo 1 (zone 22) ;• galeries inférieures des silos I et II (non zonée);• hangar (ancien silo plat) (zone 21);• fosses de réception (zone 21). Il semblerait pertinent, au niveau des fosses de réception, fréquentées par du personnel externe aux installations, d'afficher les consignes de sécurité applicables (interdiction de téléphone portable, de fumer, d'apporter du feu). Au cours de la visite des installations, l'inspection relève que l'état d'empoussièrement est globalement cohérent avec les zones délimitées, à l'exception de points localement empoussiérés au niveau de la galerie supérieure du silo 1 (notamment au niveau des moteurs des transporteurs à bande TB11 et TB12). L'exploitant doit rester vigilant sur le nettoyage et particulièrement en zone ATEX.
Conclusions : L'exploitant doit afficher au droit des fosses de réception, soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes, les consignes concernant notamment l'interdiction de fumer, d'utiliser un téléphone portable, d'approcher un appareil pouvant provoquer un feu nu, et toute autre consigne qu'il juge nécessaire à la prévention du risque ATEX. L'exploitant doit s'assurer que, lors des opérations de nettoyage, l'ensemble des équipements électriques soient correctement dépoussiérés, en particulier en zone ATEX. Il transmet à l'inspection une description des dispositions mises en œuvre à cette fin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
Thème : Actions nationales 2026, Ventilation des locaux
Prescription contrôlée : Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
Constats : L'exploitant indique au cours du contrôle du 25/03/2026 que les mesures de prévention de formation d'atmosphère explosive suivantes sont mises en oeuvre au sein des installations : <ul style="list-style-type: none">• ventilation dans le silo 2I ;• aspiration centralisée ;• rondes quotidiennes visant à détecter un début d'empoussièrement anormal et nettoyage réactif ;• capotage de certains transporteurs ;• contrôle qualité des produits entrants. L'inspection vérifie lors de la visite des installations qu'une aspiration centralisée ainsi que le capotage des transporteurs (galeries inférieures des silos I et II) sont bien mis en oeuvre. Ces constats n'appellent pas de commentaires de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
Constats : Lors du contrôle du 25/03/2026 l'inspection vérifie par échantillonnage la conformité des équipements électriques suivants présents dans la galerie supérieure du silo 1 (délimitée en tant que zone à risque ATEX 22 selon le plan de zonage de l'exploitant): <ul style="list-style-type: none">• boîtiers électriques BO1 et BO3 associés au système de silothermométrie ;• boîtier électrique DTS associé aux sondes de niveau ;• moteurs électriques intégrés aux transporteurs à bandes. Ces équipements présentent selon leur plaque signalétique des caractéristiques compatibles avec une utilisation en zone ATEX 22. De plus, l'inspection contrôle la conformité de l'aspirateur utilisé à de nombreux emplacements au sein des silos et notamment en zone ATEX, et s'assure que ses caractéristiques sont conformes. L'ensemble des équipements vérifiés par échantillonnage lors du contrôle présentent un bon état général, aucune trace d'endommagement visible n'étant observée par l'inspection. L'exploitant n'est cependant pas en mesure, au cours du contrôle, de fournir une liste des équipements électriques mis en oeuvre au sein des zones ATEX. L'exploitant n'identifie pas au cours du contrôle, interrogé par l'inspection, d'opérations de vérification ou de maintenance relatives spécifiquement aux caractéristiques ATEX des équipements susmentionnés. Il est demandé à l'exploitant de vérifier ce point et, si besoin, compléter ses procédures de maintenance en y intégrant les éventuelles vérifications périodiques des produits ATEX prévues par les instructions de leur fabricant.
Conclusions : L'exploitant doit établir et fournir à l'inspection la liste des équipements électriques mis en oeuvre au sein des zones ATEX qu'il a délimitées. L'exploitant doit si besoin compléter ses procédures de maintenance en y intégrant les opérations de contrôle prévues par l'article L. 557-28 du code de l'environnement, notamment les inspections périodiques prévues par le fabricant des équipements électriques mis en oeuvre en zones ATEX, en s'appuyant notamment sur les préconisations du fabricant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
Thème : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : L'exploitant transmet par courriel du 11/03/2026 les documents suivants à l'inspection les comptes-rendus Q18 des vérifications des installations électriques effectuées par DEKRA en 2025 et en 2026 (documents référencés réf. 115312952501R001 et 115312952601R001 en date des 10/02/2025 et 18/02/2026 respectivement). L'inspection note que selon ces deux documents : <ul style="list-style-type: none">• aucune observation n'est relevée par l'organisme de contrôle ;• le délai entre les deux vérifications est conforme aux exigences prévues par les dispositions du code du travail mentionnées à l'article 66A de l'arrêté du 04/10/2010 modifié. Toutefois, ces documents ne constituant pas le rapport détaillé des vérifications effectuées, il n'est pas possible pour l'inspection de s'assurer que leur contenu est exhaustif, notamment vis-à-vis du risque d'explosion (cf. annexe II de l'arrêté du 26 décembre 2011 modifié relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants). L'exploitant indique, au cours du contrôle du 25/03/2026, ne pas disposer de rapports plus détaillés et qu'il va se rapprocher de son organisme de contrôle.
Conclusions : L'exploitant doit transmettre à l'inspection dès réception les rapports complets des vérifications des installations électriques effectuées en 2025 et 2026. Il doit également s'assurer que ces vérifications sont complètes vis-à-vis du risque d'explosion. Dans le cas contraire, il fait procéder dans les meilleurs délais à une vérification complète des installations électriques telle que prévue par les dispositions du code du travail mentionnées à l'article 66A de l'arrêté du 04/10/2010 modifié et en particulier par l'arrêté du 26 décembre 2011 modifié relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Vieillessement - surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2008, article 4 du titre 3
Thème : Risques accidentels, Surveillance renforcée du vieillissement des structures
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois des cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé au moins une fois par an. Un enregistrement de ces opérations de contrôle doit être réalisé par l'exploitant. Dès la détection d'un nouveau désordre structurel sur les parois des silos, l'exploitant met en place des moyens de mesure de l'évolution de ce désordre structurel dont il assure un suivi et un enregistrement à une périodicité appropriée. Selon les résultats des contrôles effectués, l'exploitant procède à une étude de structure des silos verticaux. Le résultat de cette étude est transmis dès réception à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'exploitant transmet par courriel du 11/03/2026 la fiche de surveillance visuelle des silos qu'il a établie en date du 28/07/2025. Cette fiche conclut à un état général satisfaisant. L'inspection remarque que selon cette même fiche, la visite de surveillance précédente a été établie par l'exploitant le 26/07/2023 ce qui constitue une non-conformité à la périodicité de contrôle. Par ailleurs, l'inspection constate que la fiche présentée ne répond pas entièrement à la prescription susmentionnée : il convient que les enregistrements identifiés permettent de suivre de manière individuelle les désordres structurels les plus critiques, sur l'ensemble des silos. Les dispositions de surveillance mises en oeuvre par l'exploitant doivent donc être complétées, le cas échéant à l'aide des guides professionnels existants, par exemple le guide "Inspection et Maintenance des installations de stockage de céréales" (COOP DE FRANCE, 2013). Ces points sont exposés à l'exploitant par l'inspection au cours du contrôle du 25/03/2026 et n'attirent pas de commentaires de la part de celui-ci. Interrogé par l'inspection, l'exploitant indique qu'aucun nouveau désordre structurel n'a été identifié. L'inspection relève par ailleurs qu'aucun moyen de mesure de l'évolution des désordres structurels connus sur les cellules 21, 27 et 28 du silo 2 n'a été mis en oeuvre. L'exploitant indique également au cours du contrôle ne pas avoir connaissance du suivi effectué avant 2018.
Conclusions : L'exploitant doit réaliser les actions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• compléter les fiches de surveillance visuelle du vieillissement des cellules béton des silos de Bonnières, afin que les désordres structurels les plus critiques soit précisément identifiés et suivi;• mettre en place des moyens de mesure de l'évolution des désordres structurels connus sur les cellules 21, 27 et 28 du silo 2. A ces fins, l'exploitant peut s'appuyer sur les guides professionnels en vigueur, par exemple le guide "Inspection et Maintenance des installations de stockage de céréales" (COOP DE FRANCE, 2013).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Vieillessement - étude de structure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2008 (modifié par l'AP du 29/11/2024), article 5 du titre 3
Thème : Risques accidentels, Étude de structure des cellules du silo 2
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser par un tiers compétent, avant le 31 décembre 2025, une étude de structure des cellules du silo 2, dans le but :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'établir l'origine des fissurations présentées sur les cellules 21, 27 et 28 du silo 2 ;• d'évaluer les risques d'aggravation des fissurations des cellules 21, 27 et 28 du silo 2 et d'apparition de fissurations ou autres désordres sur d'autres cellules ou silos de l'installation ;• de définir, le cas échéant, un chargement maximum ainsi que les différences de chargement entre les cellules du silo 2 que les structures du silo 2 sont capables de supporter ;• de préconiser, le cas échéant, des investigations complémentaires concernant les fondations du silo 2 ;• de recommander, le cas échéant, des moyens de prévention ou de protection supplémentaires contre le risque d'affaiblissement de la structure du silo 2. <p>L'exploitant met en place, sur les cellules 21, 27 et 28 du silo 2, des moyens de mesure de l'évolution des désordres structurels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fournit par courriel du 11/03/2026 à l'inspection un rapport d'études établi par GINGER CEBTP en date du 22/01/2026. Ce rapport fait état de mesures d'investigations sur les structures béton des cellules 21, 27 et 28 du silo 2. Il conclut notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• à la présence de "désordres pouvant se développer rapidement dans la structure et nécessitant un entretien urgent" pour les cellules 21 et 28 ;• à l'"origine pathologique avec peut-être un risque structurel" des désordres relevés ;• à recommander à l'exploitant un "suivi de l'évolution des fissures", des "essais de vieillissement accéléré selon LCP n°44", un "diagnostic depuis l'intérieur des cellules pour vérifier si les fissures sont traversantes". <p>L'inspection note que ce rapport n'est pas conclusif sur :</p> <ul style="list-style-type: none">• les risques d'aggravation des fissurations des cellules 21, 27 et 28 du silo 2 et d'apparition de fissurations ou autres désordres sur d'autres cellules ou silos de l'installation ;• le chargement maximum ainsi que les différences de chargement entre les cellules du silo 2 que les structures du silo 2 sont capables de supporter ;• les éventuelles investigations complémentaires à mener concernant les fondations du silo 2 ;• les éventuels moyens de prévention ou de protection supplémentaires pouvant être déployés contre le risque d'affaiblissement de la structure du silo 2. <p>Bien que constituant une avancée par rapport à la connaissance des structures du silo 2 par l'exploitant depuis le précédent contrôle, les résultats présentés par l'exploitant ne sont pas entièrement satisfaisants. Interrogé à ce sujet par l'inspection au cours du contrôle du 25/03/2026, l'exploitant indique rencontrer des difficultés avec le prestataire réalisant les études ; il doit poursuivre ses démarches.</p>
<p>Conclusions :</p> <p>L'exploitant doit compléter l'étude de structure menée sur le silo 2 afin d'apporter une conclusion entière sur les points suivants :</p>

<ul style="list-style-type: none"> • les risques d'aggravation des fissurations des cellules 21, 27 et 28 du silo 2 et d'apparition de fissurations ou autres désordres sur d'autres cellules ou silos de l'installation ; • le chargement maximum ainsi que les différences de chargement entre les cellules du silo 2 que les structures du silo 2 sont capables de supporter ; • les éventuelles investigations complémentaires à mener concernant les fondations du silo 2 ; • les éventuels moyens de prévention ou de protection supplémentaires pouvant être déployés contre le risque d'affaiblissement de la structure du silo 2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Étude de dangers - appontement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2005, titre III, chapitre 1, article 1.1 Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 03/04/2023, article 3 Arrêté Préfectoral d'astreinte du 22/11/2024</p>
<p>Thème : Risques accidentels, Analyse des risques de surpression au niveau de l'appontement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 1.1 du titre III de l'arrêté préfectoral du 23/08/2005 (avant sa modification par l'APC du 29/11/2024) :</u></p> <p>Les mesures de protection permettant de limiter les effets d'une explosion sont réalisées conformément aux réglementations en vigueur et adaptées aux silos et aux produits. Cela peut être des mesures telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - arrêt de la propagation de l'explosion par des dispositifs de découplage ; - réduction de la pression maximale d'explosion à l'aide d'évents de décharge, de systèmes de suppression de l'explosion ou de parois soufflables ; - résistance aux effets de l'explosion des appareils ou équipements dans lesquels peut se développer une explosion ; - résistance aux effets de l'explosion des locaux ou des bâtiments. <p>Les mesures de protection mises en œuvre par l'exploitant, dans un délai de six mois après la notification du présent arrêté, sont au minimum celles décrites dans l'étude des dangers remise le 21 juin 2000, complétée les 10 décembre 2002 et 16 juillet 2003, et dans le rapport d'analyse critique de cette étude référencé 645007421 RT P751 0001 1 du 3 août 2004, à savoir : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Silo plat : capotage du transporteur à bande de la galerie enterrée sous le silo</u> - <u>Appontement : mise en place d'[un] pot de découplage sur le tuyau de chargement du navire [...]</u> <p><i>(pour information, la version de cet article 1.1 du chapitre I du titre III, issue de l'APC du 29/11/2024 est complété par les paragraphes suivants :</i></p> <p>« L'exploitant réalise une analyse des risques de surpression liés à l'appontement et aux installations de manutention portuaire, le cas échéant avec l'appui d'un constructeur de telles installations. Cette analyse tient compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de l'état de l'art actuel en matière de gestion des risques de surpression, au stade de la conception, dans les installations du même type de celle de l'exploitant ; • des évolutions techniques intervenues depuis 2007 sur les installations de l'exploitant et en particulier des modifications des conditions d'exploitation de l'appontement dont l'arrêt du

déchargement de moyens de transport fluviaux.

L'exploitant met à jour, au plus tard le 1er avril 2025, son étude de dangers en incluant les éléments de l'analyse de risques mentionnée au premier alinéa. »)

Article 3 de l'arrêté préfectoral du 03/04/2023

La société DES SILOS DE BONNIERES est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Bonnières-sur-Seine (78270) quai de la Seine dans les délais respectifs de respecter les dispositions de l'article 1.1 [du titre III] de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 23 août 2005 en :

[...] • faisant réaliser les mesures de protection pour limiter les effets de surpression au niveau du silo plat et de l'appontement, dans le délai de 6 mois.

Article 2 de l'arrêté préfectoral du 22/11/2024

La société BONNIERES SILO (anciennement dénommée SILOS DE BONNIERES) sise 27 rue Jean-Jacques Rousseau à Paris (75001), est rendue redevable pour son établissement exploité à Bonnières-sur-Seine (78270) quai de la Seine, d'une astreinte d'un montant journalier de 5 euros (cinq euros) avec un sursis jusqu'au 1er juin 2025 jusqu'à satisfaction des dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2023 susmentionné. [...]

Constats :

L'exploitant remet à l'inspection en date du 26/12/2025 un complément à son étude de dangers portant sur l'analyse de risques de surpression au niveau de l'appontement utilisé pour le chargement de péniches, et sur les mesures de prévention associées.

Le complément fourni est estimé satisfaisant par l'inspection.

Au cours du contrôle, l'inspection vérifie la présence des éléments suivants au niveau des éléments de manutention utilisé pour le chargement de péniches :

- surface de fragilisation au droit du transporteur TR30 ;
- surface de fragilisation au droit du transporteur TR5 ;
- trappe de bourrage située à l'extrémité du transporteur TR5, côté Seine.

Ces constats n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection ; les prescriptions historiques relatives à la mise en place d'un pot de découplage au niveau de l'appontement (article 1.1 du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23/08/2005 notamment) seront modifiées lors de la prochaine modification des arrêtés préfectoraux applicables aux installations.

La mise en demeure portée par l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 03/04/2023 est donc respectée. Compte tenu des échanges intermédiaires et du temps d'instruction ayant suspendu à plusieurs reprises les délais de l'astreinte fixée par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22/11/2024, il est proposé de lever la mise en demeure sur ce point en liquidant à zéro l'astreinte administrative associée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

N° 11 : Étude de dangers - système de dépoussiérage

Référence réglementaire : Étude de dangers du 05/04/2024,
Thème : Risques accidentels, Système de dépoussiérage – mesures de prévention
Prescription contrôlée : D'un point de vue sécurité, sont notamment présents au niveau du système de dépoussiérage : <ul style="list-style-type: none">• Une sonde de détection de bourrage,• Un thermostat de sécurité déclenchant une alarme et l'arrêt de l'installation en cas de départ de feu,• Des buses de pulvérisation reliées à une colonne sèche, qui pourraient être alimentées en eau en cas de sinistre afin de noyer un potentiel incendie à l'intérieur de la trémie,• Des événements d'explosion avec détecteurs de ruptures de type inductif,• Un clapet anti-retour sur chaque réseau, en amont du cyclofiltre, permettant d'éviter le retour de l'onde de pression et des flammes vers le process dans l'éventualité d'une explosion dans le filtre,• Une détection de rotation de l'écluse rotative
Constats : Au cours du contrôle du 25/03/2026, l'inspection réalise un examen visuel au pied du système, sur la base des explications descriptives de l'exploitant, que l'ensemble des dispositifs de sécurité prévus par l'étude de dangers au niveau du système de dépoussiérage CATTINAIR desservant les silos I et III sont présents. Cette vérification n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 12 : Entretien du système de dépoussiérage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2008, article 2 du titre 3
Thème : Risques accidentels, Entretien du système de dépoussiérage
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un programme d'entretien et de contrôle de l'efficacité du système d'aspiration qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant transmet à l'inspection par courriel du 11/03/2026 le dernier rapport de vérification de l'installation de dépoussiérage (rapport PROFILTRE en date du 30/09/2025, N° commande 38084). Ce rapport fait état des points suivants selon l'entreprise vérificatrice : <ul style="list-style-type: none">• réseau plein au niveau des 3ème et 4ème étages (observation critique, qui nécessite d'être traitée le plus rapidement possible) ;• vitesses relevées dans le réseau d'aspiration à régler, prévoir l'installation de registres de réglage afin de réguler l'ensemble des points de captation (observation critique, qui nécessite d'être traitée le plus rapidement possible) ;• absence de filtre régulateur à proximité du réservoir d'air (observation qui ne nécessite pas une intervention rapide). L'exploitant fournit également par courriel du 11/03/2026 le rapport d'intervention relatif à la levée de la première observation susmentionnée (débouchage des réseaux, rapport n° 13771 établi en interne SENALIA en date du 01/10/2025). Interrogé lors du contrôle du 25/03/2026 sur la seconde observation relevée (vitesses à régler), l'exploitant indique que selon lui la survenue de vitesse plus élevées que l'attendu au niveau de système de dépoussiérage ne présente pas de risque, les vitesses mesurées restant malgré tout inférieures à des niveaux de vitesses susceptibles d'abîmer l'équipement. L'exploitant doit formaliser les suites données aux observations émises par l'entreprise vérificatrice. Par ailleurs, questionné par l'inspection au sujet de la traçabilité des opérations de maintenance sur le système de dépoussiérage, l'exploitant n'est pas en mesure de répondre au cours du contrôle en raison de problèmes de réseau empêchant un accès fluide à sa GMAO. Les justificatifs afférents doivent être transmis.
Conclusions : L'exploitant doit formaliser les suites données aux trois observations émises lors de la vérification du système de dépoussiérage (rapport PROFILTRE du 30/09/2025) et transmettre le résultat à l'inspection. L'exploitant doit fournir à l'inspection les justificatifs relatifs à l'enregistrement dans sa GMAO des opérations d'entretien et de contrôle réalisées sur le système de dépoussiérage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Étude de dangers - compléments

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article D. 181-15-2
Thème : Risques accidentels, Étude de dangers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] III. – L'étude de dangers justifie que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation.</p> <p>Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>Cette étude précise, notamment, la nature et l'organisation des moyens de secours dont le pétitionnaire dispose ou dont il s'est assuré le concours en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre. [...]</p> <p>L'étude comporte, notamment, un résumé non technique explicitant la probabilité et la cinétique des accidents potentiels, ainsi qu'une cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude de dangers révisée transmise à l'inspection en juillet 2024 ne comporte pas de cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs. L'exploitant doit donc compléter son étude de dangers en ce sens.</p> <p>En complément des sujets évoqués lors du contrôle du 25/03/2026 et dans un souci de cohérence, l'inspection porte à la connaissance de l'exploitant, via le présent rapport, d'autres remarques relatives à cette étude de dangers qui, bien que non abordées lors du contrôle, appellent des éléments de clarification :</p> <ul style="list-style-type: none">• le lien avec la précédente étude de dangers est insuffisamment détaillé, ce qui ne permettra pas, en cas d'éléments se contredisant entre les deux versions, de remettre en cause son contenu (hormis sur le sujet de l'apportement pour lequel des compléments ont été fournis). En cas de dissonance entre les deux études de dangers, les dispositions les plus contraignantes seront retenues. Si l'exploitant souhaite modifier cela, il doit apporter l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires.• l'étude de dangers liste plusieurs mesures de maîtrise de risques : toutefois ce terme est employé de manière inappropriée, les mesures décrites ne jouant aucun rôle en décote de probabilité ou intensité des scénarios accidentels associés. Il s'agit donc strictement de barrières de sécurité. Les deux notions sont définies à l'article 45 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié. Il convient que l'étude de dangers de l'exploitant soit précise sur la distinction entre ces deux types de mesures, les exigences réglementaires applicables étant différentes.• l'étude de dangers de l'exploitant exclut, dans son analyse préliminaire des risques, les scénarios d'ensevelissement (probabilité E). Ce sujet reste toutefois à approfondir au regard des éléments en cours sur le vieillissement des structures. Si au premier ordre, les distances associées sont légèrement inférieures aux SEL liés aux surpressions, l'ensemble doit tout de même être étudié, , dans le cas d'un ensevelissement dû à une rupture liée au phénomène de vieillissement des structures plutôt que d'une surpression.• des questionnements subsistent concernant :<ul style="list-style-type: none">○ les effets thermiques associés aux explosions de poussière, pris en compte dans la précédente étude de dangers, ne sont plus analysés dans la présente version, sans qu'une justification ne soit apportée.○ la présence d'une voie ferrée à proximité du site appelle des précisions quant aux

dispositions prévues en matière d'alerte de la SNCF en cas d'accident, notamment en situation d'incendie du silo plat. L'exploitant doit formaliser une procédure d'alerte.

Conclusions :

L'exploitant doit apporter les réponses aux demandes susmentionnées à l'inspection et compléter si besoin son étude de dangers (de manière à conserver un unique document autoportant).

En cas d'impossibilité de répondre dans les délais impartis à l'inspection, celle-ci proposera d'encadrer le suivi de ces demandes par prescriptions complémentaires lors d'une future modification des arrêtés préfectoraux applicables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : REX interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5
Thème : Risques accidentels, REX interne
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un silo est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Préalablement au contrôle du 25/03/2026, l'inspection note que l'étude de dangers de l'exploitant ne présente aucune analyse de l'accidentologie propre aux silos de Bonnières-sur-Seine, indiquant que "depuis que les silos sont en fonctionnement, aucun accident grave (explosion de poussières, incendie de silo) mettant en jeu les céréales ne s'est produit". Interrogé à ce sujet lors du contrôle du 25/03/2026, l'exploitant indique qu'une analyse plus poussée des accidents mais aussi incidents est en cours de mise en place au sein de la coopérative SENALIA. Cette organisation en matière d'accidentologie interne doit être mise en oeuvre dans les meilleurs délais.
Conclusions : L'exploitant doit mettre en œuvre les dispositions organisationnelles permettant de respecter intégralement l'article 5 de l'arrêté du 29/03/2004 modifié et en transmettre une description à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Étude de dangers - défense incendie

Référence réglementaire : Étude de dangers du 05/04/2024
Thème : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée : <u>Section 2.4.2.1 de l'étude de dangers en date du 05/04/2024 de BONNIERES SILO</u> Le silo de Bonnières-sur-Seine ne dispose pas d'un réseau d'eau incendie, mais il est situé à proximité de la Seine. La stratégie de lutte contre l'incendie de la zone du silo repose sur l'intervention du service de secours public, dont les moyens sont alimentés par la Seine. Une plateforme de pompage est ainsi aménagée à 35 m du site.
Constats : Au cours du contrôle du 25/03/2026, l'inspection constate qu'aucun aménagement n'est réalisé en quai de Seine à proximité des silos. En particulier, aucune plateforme de pompage telle que décrite dans l'étude de dangers de l'exploitant n'est présente. L'inspection vérifie de plus <i>a posteriori</i> que le poteau incendie le plus proche des silos est situé à plus de 300 mètres de distance. L'exploitant indique, au cours du contrôle du 25/03/2026, que l'absence d'aménagements en bord de Seine n'est pas selon lui rédhibitoire à la mise en place d'un pompage en Seine par les services de secours et d'incendie. L'inspection souligne que ce point doit être confirmé en sollicitant une vérification par le SDIS. L'inspection rappelle que le guide de l'état de l'art sur les silos recommande de disposer d'une ressource globale en eau de 60 m ³ /h pendant 2 heures sur le site. L'inspection souligne qu'une partie non négligeable du Quai de la Seine à proximité des silos est située dans la zone d'effets létaux de plusieurs scénarios accidentels selon l'étude de dangers de l'exploitant. Il convient donc que l'exploitant s'assure que les moyens de pompage éventuellement mis en œuvre soient situés en dehors de toute zone pouvant nuire à l'intervention des services de secours. A posteriori, l'exploitant reçoit le 14/04/2026 les services d'incendie et de secours au sein des installations, qui confirment l'absence d'aménagements en Seine pour une aspiration d'eau d'extinction incendie, la nécessité d'étudier la mise en place de moyens adaptés à cette fin (« clarinette » ou colonne fixe d'aspiration), ainsi que l'absence de moyens de défense incendie.
Conclusions : L'exploitant doit réaliser les actions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• mettre en œuvre des moyens de défense contre l'incendie adaptés, situés en dehors de toute zone pouvant nuire à l'intervention des services de secours, par exemple :<ul style="list-style-type: none">○ aménagements permettant une alimentation en eau d'extinction d'incendie via un pompage en Seine ;○ réserves en eau fixes suffisamment dimensionnées.• procéder à une réception par les services d'incendie et de secours des moyens mis en place ;• modifier son étude de dangers pour qu'elle soit à jour une fois les moyens mis en place. En l'absence de fourniture d'éléments justificatifs suffisants dans les délais impartis l'inspection pourra proposer à M. le Préfet des Yvelines de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 54 de l'arrêté du 04/10/2010 modifié, qui prévoit que " <i>l'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des</i>

risques."
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 16 : Essais par sondage des systèmes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Essais par sondage des systèmes de sécurité
Prescription contrôlée : [...] Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. [...]
Constats : Lors du contrôle du 25/03/2026, l'exploitant réalise les essais suivants à la demande de l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> • lancement de la manutention et coupure de l'aspiration centralisée : l'installation se met en défaut après une temporisation ; • disjonction du système d'aspiration centralisée et lancement de la manutention : l'installation s'arrête après quelques secondes et se met en défaut. Ces constats n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite